



# AFC Consultants

## Dossier de consultation des entreprises

### COMMUNE DE POURRIERES

Marché d'assurance  
Dommages aux biens



AFC Consultants  
« Le concorde »  
345 Rue Pierre Seghers  
84000 AVIGNON

Tél. 04.90.89.88.17  
[contact@afc-consultants.com](mailto:contact@afc-consultants.com)  
[www.afc-consultants.com](http://www.afc-consultants.com)

S.A.R.L au capital de 50 000 €  
RCS Avignon  
SIRET : 487 785 545 00012  
APE 70.22Z  
ORIAS : 07 028 063

## **COMMUNE DE POURRIERES**

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Le 5 août 2023 à 12h**

*L'ensemble de ces documents (Règlement de consultation, CCTP et AE) sont au sens du Code de la Propriété Intellectuelle la propriété exclusive de la SARL AFC Consultants.*

*Aucune reproduction, utilisation ou réutilisation, même partielle, en dehors de la présente procédure de consultation ne peut être effectuée sans l'autorisation préalable et écrite des représentants légaux de la SARL AFC Consultants.*

*En cas de non-respect, la SARL AFC Consultants se réserve la possibilité d'engager tout recours qu'elle jugera utile pour faire valoir ses droits.*

## **Article 1 - Identification du souscripteur**

- nom : COMMUNE DE POURRIERES
- adresse : Hôtel de Ville – Place Jules Michel - 83910 POURRIERES
- tél : 04.98.05.11.70 / email : dgs@pourrieres.fr
- identifiant CHORUS (si concerné) : 21830097800010

## **Article 2 - Objet du marché/personnes habilitées**

### **2.1 - Objet du marché**

Le marché concerne la souscription et la gestion d'un contrat d'assurance couvrant les risques DOMMAGES AUX BIENS (CPV n° 66515200-5), par la voie d'une procédure adaptée en application des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

### **2.2 - Personnes habilitées**

Le marché est réservé aux entreprises d'assurances et personnes habilitées à présenter des opérations d'assurances en vertu des articles L 310-1 et suivants et L 511-1 et suivants du Code des Assurances.

## **Article 3 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **Article 4 – Négociation**

Il est entendu que le souscripteur se réserve le droit de recourir à la négociation des offres formulées avec le ou les candidats de son choix lorsque ceci apparaît opportun pour le souscripteur. Toutefois, cette possibilité ne l'empêche pas d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## **Article 5 - Critères d'appréciation des offres**

L'attribution du marché aura pour fondement les critères suivants :

- conditions techniques basées sur le respect optimal des conditions définies sur les cahiers des clauses particulières et l'annexe technique de gestion des assurances (coefficient 0,6),
- conditions financières (coefficient 0,4).

Les notes seront déterminées de la manière suivante :

### **- Valeur technique : coefficient 0,6 (CT).**

Il est précisé aux candidats qu'une note **NT** sur 10 sera attribuée en fonction des propositions qui seront faites dans l'offre. Les propositions acceptant l'intégralité des dispositions facultatives du CCP et délivrant des conditions de gestion optimales se verront attribuer la note de 10/10. Inversement, les offres s'en éloignant ou ne délivrant pas des conditions de gestion suffisantes se verront retirer des points techniques en fonction de l'importance des observations formulées.

### **- Prix / Conditions financières : coefficient 0,4 (CP).**

La note **NP**, correspondant au critère conditions financières, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat. Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 10.

Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement à l'offre la plus basse, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Offre la plus basse}}{\text{Offre analysée}} \times 10$$

**- Note globale :**

La note globale (**N**) du candidat est égale à la somme des produits des notes attribuées multipliées par les coefficients correspondants :

$$N = (NT \times CT) + (NP \times CP)$$

NOTA : En cas d'égalité des candidats sur la note globale, l'offre retenue sera l'offre ayant obtenu la meilleure note sur le critère de la valeur technique.

**Article 6 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend :

- le présent règlement de consultation,
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes,
- l'acte d'engagement et son annexe de gestion.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique ou électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**Article 7 - Conditions de remise des offres**

**7.1 Contenu des offres**

**7.1.1 Présentation et recevabilité des candidatures**

Les propositions seront obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Elles comporteront les documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique (ces documents serviront à l'appréciation de la recevabilité de la candidature) :

- les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du soumissionnaire, à savoir la société d'assurance candidate et l'intermédiaire qui la représente éventuellement, tels que par exemple :

- pour les intermédiaires en assurance, l'attestation d'inscription à l'ORIAS,
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la Société portant le risque, ou, s'il s'agit d'un Agent Général, une copie de son mandat.

- la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le soumissionnaire pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique (article R2143-3 du code de la commande publique).

Les candidats peuvent également utiliser les DC1 et DC2 ou le DUME  
qui sont disponibles sur le site Internet :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

## **DISPOSITIONS IMPORTANTES :**

**Si certaines pièces sont absentes ou incomplètes, les candidats concernés pourront éventuellement être invités à compléter leur dossier dans un délai maximum de 10 jours suivant la demande qui leur sera formulée (Article R2144-6 du code de la commande publique).**

**Il est par ailleurs rappelé qu'une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (Article R2142-4 du code de la commande publique).**

**De même, une même personne ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ; ou en qualité de membre de plusieurs groupements (Article R2142-21 du code de la commande publique).**

### **7.1.2 Présentation des offres**

L'offre comprendra :

- l'acte d'engagement, accompagné de son annexe de gestion et s'il y a lieu d'une annexe précisant de façon exhaustive les réserves ou variantes aux spécifications du CCP, détaillées sur un document annexe,
- les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché.
- le mémoire de gestion du candidat (en complément de l'annexe de gestion à l'AE)
- le cahier des clauses particulières et les annexes.

## **DISPOSITION IMPORTANTE :**

**Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra produire en outre les pièces mentionnées des articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, dans un délai maximum de 10 jours suivant la demande qui lui sera formulée, à savoir :**

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.
- un extrait du registre pertinent (tel que K, K-bis, D1).
- si le soumissionnaire est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

nb : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit (article R2143-13 du code de la commande publique).

## **7.2 Transmission par voie électronique**

Les plis contenant les offres seront obligatoirement transmis par voie électronique via la plateforme de dématérialisation (profil acheteur) : <http://www.marches-securises.fr> :

- la démarche est décrite sur le site,
- le soumissionnaire ne doit pas utiliser certains formats (notamment .exe),
- le soumissionnaire ne doit pas utiliser certains outils (macros), et ne doit pas chiffrer (crypter) sa candidature et son offre,
- le soumissionnaire doit faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses,
- lors du téléchargement le soumissionnaire doit renseigner son nom, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation.

Les propositions n'ont pas à être remises forcément signées par les candidats.

Le marché devra être signé en temps voulu par l'attributaire seulement, de manière électronique s'il dispose d'un certificat de signature, ou à défaut manuellement.

Les catégories de certificats de signature utilisés pour signer électroniquement doivent être d'une part conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État (voir site : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>). Le pouvoir adjudicateur acceptera comme certifiant valablement les échanges les catégories de certificats de signature électronique figurant sur la liste mentionnée ci-dessus.

La validité de la signature électronique sera vérifiée ; le délai de validité de la signature électronique sera au moins égal à la durée de validité des offres.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant transmission.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, ou tout autre support) n'est pas autorisée.

## **Article 8 - Renseignements complémentaires / communications et échanges d'informations**

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus par le biais de la plateforme de dématérialisation auprès du souscripteur s'ils sont demandés en temps utile. Ces renseignements seront communiqués au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## **Article 9 – Information sur le Règlement Général sur la Protection des données Personnelles**

Les candidats s'assurent du respect de la réglementation liée au traitement des données personnelles et s'engagent à fournir l'identité et les coordonnées de leur délégué à la protection des données personnelles.

#### **Article 10 – Avance, nantissement et garantie financière**

Sans objet au regard de l'objet du marché.

#### **Article 11 – procédure de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
**Tribunal Administratif de Toulon**

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant  
l'introduction des recours**

Cf le Tribunal Administratif à l'adresse ci-dessus.

ooooo

**COMMUNE DE POURRIERES**

**LOT : ASSURANCE DES DOMMAGES AUX BIENS**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**  
(CCP)



- Date d'effet : 1er janvier 2024
- Durée du contrat : 3 ans avec faculté de résiliation à l'échéance anniversaire moyennant préavis de 4 mois
- Échéance annuelle : 1er janvier

### **Préambule**

*L'état du parc immobilier appartenant ou occupé par le souscripteur figure en annexe ; il est entendu que ce parc sera éventuellement actualisé au moment de la prise d'effet des garanties et que les modifications éventuelles (adjonctions ou retraits) seront intégrées à la régularisation intervenant à l'issue du premier exercice.*

### **GARANTIES DEMANDEES**

- incendie / foudre /explosions
- dommages aux appareils électriques et électroniques
- attentats / vandalisme tous dommages
- effondrement
- choc de véhicules appartenant à des tiers / chute d'appareils de navigation aérienne
- dégâts des eaux
- tempêtes / grêle / poids de la neige / catastrophes naturelles
- vol
- bris de glaces

### **MONTANTS DES GARANTIES**

#### **I - ensemble des risques sauf vol, bris de glaces**

- |  |  |
|--|--|
| - bâtiments en valeur de reconstruction à neuf                           | à concurrence des dommages                             |
| - contenu en valeur de remplacement à neuf                               | à concurrence des dommages                             |
| - ouvrages d'art / génie civil / travaux public                          | 300 000 €  |
| - dommages aux appareils électriques                                     | 50 000 €   |
| - refoulement d'égout / recherche de fuites / dommages causés par le gel | 30 000 €   |
| - frais de reconstitution d'archives                                     | 50 000 €   |
| - frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes              | 400 000 € sur 12 mois                                  |
| - honoraires d'experts   | montant réel   |
| - frais divers   | 10% des dommages par poste avec un minimum de 75 000 € |
| - privation jouissance, perte loyers                                     | valeur locative annuelle                               |
| - recours des locataires et tiers  | 5 000 000 €  |
| - effondrement   | 1 000 000 €  |

## II - vol

- détériorations immobilières	à concurrence des dommages
- contenu y compris objets de valeur en valeur de remplacement "vétusté déduite"	100 000 €
dont sur espèces et valeurs y compris en cours de transport	20 000 €
frais de reconstitution d'archives	30 000 €
- honoraires d'experts	montant réel

## III - bris de glaces

- bris de glaces en valeur de remplacement	40 000 €
- frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage	7 500 €
- honoraires d'experts	montant réel

.....

### LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE DEMANDEE

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)*

**L.C.I. ➔ 19 900 000 €**

.....

### LES FRANCHISES

**nota : le souscripteur se réserve le choix du niveau de franchise selon l'une ou l'autre des options suivantes.**

#### **NIVEAU 1**

- attentats/sabotage/vandalisme tous dommages causés au domaine public, SAUF incendie/explosions	) )	10% des dommages minimum 1 500 €
- tempêtes / grêle / poids de la neige	)	maximum 10 000 €
- ouvrages de génie civil/travaux publics effondrement accidentel de bâtiments		10 000 €
- frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes		3 jours
- catastrophes naturelles		franchise légale
- tout autre sinistre		500 €

## NIVEAU 2

- attentats/sabotage/vandalisme tous dommages causés au domaine public, SAUF incendie/explosions	) )	<b>10% des dommages</b> <b>minimum 10 000 €</b>
- tempêtes / grêle / poids de la neige	)	<b>maximum 30 000 €</b>
- ouvrages de génie civil/travaux publics effondrement accidentel de bâtiments		<b>30 000 €</b>
- frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes		<b>3 jours</b>
- catastrophes naturelles		<b>franchise légale</b>
- tout autre sinistre		<b>10 000 €</b>

.....

## **DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### ***Préambule***

*L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.*

<b>Clauses particulières d'ordre général</b>
--

**1°/** L'ensemble des montants assurés expriment une garantie "*par événement*" et correspondent à une assurance dite "*au premier risque*", avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.

**2°/** L'Assureur renonce à se prévaloir de toute erreur dans les surfaces, dans une limite de 10% des superficies déclarées. Toute insuffisance constatée sera compensée par les excédents pouvant exister d'autre part.

**3°/** Les garanties s'appliquent tant pour le souscripteur que pour le compte de qui il appartiendra et notamment du fait de leur communauté d'intérêt, pour le CCAS ou d'éventuelles SCI ou copropriétés dont le souscripteur serait gérant, syndic ou associé. L'assurance pour compte intervient à défaut ou en complément d'autres contrats d'assurance existants souscrits par ces structures.

**4°/** Les garanties portent sur les immeubles appartenant ou occupés par le souscripteur qui auraient éventuellement été omis dans l'inventaire dans une limite de 10% des superficies déclarées. En contrepartie, le souscripteur s'engage à régler la portion de prime d'assurance correspondant à ces omissions sur la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date à laquelle elles auront été constatées.

**5°/** L'ensemble des garanties s'applique également aux bâtiments en cours de construction dès lors qu'ils sont hors d'eau et hors d'air.

**6°/** Il est toléré des bâtiments dont la construction et la couverture peuvent comporter des éléments légers quelle qu'en soit la proportion, dans la limite de 10% de la surface assurée ; par ailleurs, les bâtiments peuvent être occupés pour tout ou partie par des professions ou commerces et peuvent être contigus à des risques de toute nature. Ils peuvent contenir tout approvisionnement de marchandises ou liquides de toute nature et peuvent être équipés de tout mode de chauffage.

**7°/** Certains bâtiments peuvent être édifiés sur terrain d'autrui. Toutes les dispositions pouvant exister à ce sujet aux conditions générales du contrat sont abrogées, l'assuré étant dans tous les cas considéré comme propriétaire du terrain.

**8°/** Les garanties portant sur les bâtiments s'appliquent à tout bien devant être considéré comme immeuble par nature ou par destination, notamment les murs d'enceinte, les murs de soutènement ou les murs de clôture ; elles s'appliquent également au mobilier urbain qui est défini comme étant les kiosques, abris, chapiteaux, feux, poteaux et portiques de signalisation, réverbères, jeux de jardin d'enfants, skate parc, installations sportives, barrières/portiques mobiles, panneaux et colonnes d'affichage y compris journaux électroniques, bornes d'incendie, bornes d'appel, défibrillateurs, caméras de surveillance, containers, toilettes publiques, parcmètres, cinémomètre, miroirs, panneaux photovoltaïques, puits, lavoirs, fontaines, bassins, statues, stèles, monuments, antennes, relais, etc.

**9°/** Les bâtiments ou parties de bâtiments classés et/ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques sont garantis en valeur de reconstruction à l'identique suivant les prescriptions et directives de l'Architecte en chef des Monuments Historiques, agissant comme Maître d'œuvre ou de toute Personne ou service qu'il désignera pour cette tâche. Tous frais ou études supplémentaires que l'Architecte en chef des Monuments Historiques jugera nécessaire seront automatiquement garantis.

**10°/** Les garanties portent automatiquement sur tout immeuble acquis ou occupé par l'assuré, sous réserve d'un inventaire annuel à la diligence de l'assureur. Cette automaticité de garantie ne s'applique pas aux bâtiments industriels, commerciaux, agricoles ou monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire.

**11°/** Les garanties portent automatiquement sur tout bien meuble (mobilier, matériel, informatique, approvisionnements, effets personnels, etc.) acquis, gardé ou utilisé par l'assuré ou qui lui serait confié à quelque titre que ce soit, qu'ils soient contenus dans les bâtiments de l'assuré ou à leurs abords ou bien en dépôt chez des tiers.

**12°/** Les garanties portant sur le contenu s'appliquent également aux biens mobiliers appartenant aux associations et/ou structures para-municipales disposant de locaux du souscripteur en l'absence de contrats d'assurance "dommages aux biens" souscrits par celles-ci.

**13°/** Les garanties s'appliquent aux objets contenus dans les musées et / ou les salles d'exposition.

**14°/** La garantie des frais divers s'applique sur justificatifs à l'ensemble des frais consécutifs à un sinistre entrant dans le cadre des garanties, notamment aux frais de déplacement/remplacement, frais de démolition et déblais, frais de nettoyage, de décontamination, de retraitement des eaux ou tous fluides, frais de clôture provisoire ou de gardiennage, frais de remise en état des lieux en conformité avec la législation, frais d'ingénierie, de bureaux d'études, de décorateurs, prime d'assurance dommages ouvrage.

**15°/** Le cas de malveillance excepté, l'Assureur renonce à recours contre les Maire / Adjoints / Conseillers municipaux / tout Agent et/ou instituteur logé par le souscripteur ainsi que toute personne - morale ou physique - disposant à titre gracieux des locaux du souscripteur, le caractère gracieux s'entendant également dans le cas où le souscripteur ne demande qu'une redevance symbolique et/ou une participation aux frais.

Il renonce également à recours contre les personnes morales ou privées contre lesquelles le souscripteur aurait lui-même renoncé à recours, par convention et d'une façon générale, il dispense le souscripteur de lui déclarer toute renonciation à recours ; dans tous les cas, l'Assureur pourra cependant diriger son recours contre l'Assureur éventuel des personnes impliquées, dans la limite des garanties dont elles disposent.

**16°/** Les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

**17°/** Pour des raisons d'ordre conjoncturel, l'assureur a la possibilité de majorer la prime ou cotisation définie au moment de la passation du marché à l'occasion de l'une de ses échéances anniversaire. Dans cette hypothèse, le souscripteur disposera d'un délai d'un mois à compter de la date où il en aura été informé pour notifier son désaccord éventuel. Dans cette hypothèse, le contrat sera alors résilié au minimum 4 mois après cette notification. Pour la période comprise entre la date d'échéance et la date effective de résiliation, la prime sera calculée au prorata, sur les anciennes bases.

**18°/** Pour des raisons d'ordre conjoncturel et sous réserve d'obtenir l'accord exprès du souscripteur, l'assureur a la possibilité de modifier en cours de marché le programme de garantie et franchise défini au moment de sa passation.

**19°/** L'assureur renonce à la faculté de résilier (ou suspendre) le contrat en cours d'exercice, après sinistre ou pour tout autre motif ; il ne pourra résilier le contrat, le cas échéant, qu'au moment de l'échéance annuelle, moyennant un préavis minimum de 4 mois.

**20°/** À l'issue de chaque exercice, l'assureur communiquera un état statistique indiquant, pour chaque ligne de garantie le montant des prestations remboursées et des provisions correspondant aux dossiers en cours.

**21°/** Les cotisations ou primes peuvent faire l'objet d'une révision au moment de l'échéance annuelle en proportion de l'indice dont la nature et la valeur à la date de souscription devront dans cette hypothèse être précisées dans l'acte d'engagement.

**22°/** L'assureur présentera en annexe un mémoire technique présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter au souscripteur.

<b>Clauses particulières spécifiques à certaines garanties</b>
--

**23°/** Les garanties **incendie / foudre / explosions / dommages aux appareils électriques et électroniques** s'appliquent également aux biens pouvant se trouver à l'extérieur des bâtiments.

**24°/** La garantie **incendie** couvre également les dommages consécutifs à une combustion se produisant en dehors d'un foyer normal, les dommages consécutifs à un excès de chaleur, qu'elle qu'en soit la cause, les dommages causés par les fumées, quelle qu'en soit l'origine, et ceux dus aux opérations de lutte contre le feu.

**25°/** La garantie **du choc de véhicules** appartenant à des tiers s'applique également lorsque le responsable n'est pas identifié.

**26°/** La garantie des **tempêtes/grêle/poids de la neige sur les toitures** s'applique à tous les immeubles quels que soient leur type de couverture, y compris les clochers et les auvents dans la mesure où ces installations ont été mise en œuvre selon les règles de l'art par une entreprise qualifiée ; elle s'applique aussi aux installations intégrées aux bâtiments et/ou toitures (volets, persiennes, châneaux, stores, enseignes, machineries d'ascenseurs, pompes à chaleur ou appareils de climatisation etc...).

**27°/** La garantie des **dommages aux appareils électriques et électroniques** s'applique également aux matériels informatiques et bureautiques, aux dommages occasionnés aux canalisations enterrées ; par ailleurs, il est fait application sur cette garantie d'une vétusté conventionnelle de 5% par an sur tout appareillage et de 2,5% par an sur les canalisations électriques ; la vétusté est dans tous les cas plafonnée à 50%.

**28°/** La garantie des **dégâts des eaux** s'applique également aux conséquences de fuites ou refoulement des canalisations enterrées, aux dommages provoqués par la fuite de tout fluide, quelle qu'en soit la nature et aux dommages causés par les eaux de ruissellement lorsque l'événement n'est pas classé "catastrophe naturelle".

**29°/** La garantie du **vol** est acquise dès lors qu'il y a effraction du bâtiment quels que soient ses moyens de protection.

Cette garantie s'applique également aux vols d'espèces ou de valeur, y compris en cours de transport, sans limitation particulière portant sur les parcours, les horaires, le nombre ou l'âge des porteurs.

Par ailleurs, la garantie des détériorations immobilières s'applique également dans le cas du vol d'éléments immobiliers, indépendamment du vol de biens mobiliers.

Il est enfin précisé que les objets de valeur sont exclusivement définis comme étant tout objet d'une valeur unitaire supérieure à 7 600 € (excepté le mobilier ainsi que le matériel de bureau) ou toute collection d'une valeur totale supérieure à 30 000 € ainsi que les objets en faisant partie, les bijoux et objets en métaux précieux.

**30°/** La garantie portant sur les **frais de reconstitution d'archives** s'applique également aux frais de reconstitution des médias informatique et/ou aux frais d'adaptation des logiciels.

**31°/** La garantie **bris de glaces** s'applique également aux bris de vitraux, ainsi qu'à tous éléments verriers ou en matière plastique intégrés dans une construction et notamment les skydoms, capteurs solaires, verrières, vérandas ainsi qu'aux serres.

**32°/** La garantie des honoraires d'experts s'applique également aux dommages résultant de **catastrophes naturelles**.

**33°/** La garantie « **recours des locataires et des tiers** » s'applique également aux dommages subis par les véhicules à moteur et les aéronefs leur appartenant.

**34°/** La garantie « **ouvrages de génie civil/travaux publics** » s'applique aux dommages résultant d'un événement couvert dans le cadre des risques de base et couvre les ouvrages d'art / de génie civil ou de travaux publics éventuellement listés en annexes.

oooo

### **Éléments sur le patrimoine / Éléments statistiques**

L'état du patrimoine immobilier du souscripteur est joint en annexe.

L'état des sinistres déclarés communiqué par l'assureur actuel, est joint en annexe.

Il a été établi sur la base d'un programme de garanties identique à celui défini supra.

En revanche, le programme de franchise (hors catastrophe naturelle) était le niveau 1.

### **Information concernant le sinistre du 21/11/2022 :**

Vous trouverez l'ensemble des informations concernant ce sinistre dans les différentes expertises jointes au dossier.

Par ailleurs, au regard des éléments transmis, il semble que la MAIF n'effectuera pas d'indemnisation sur ce sinistre.

oooo



**COMMUNE DE POURRIERES**

**LOT : ASSURANCE DES DOMMAGES AUX BIENS**

**ACTE D'ENGAGEMENT**

## ACTE D'ENGAGEMENT

### **Article 1 - contractant**

**Je soussigné,**

représentant la Société (nb) :

***nb** indiquer s'il y a lieu l'identification de la personne morale soumissionnaire autre que la Société d'assurances portant le risque.*

- domicilié à :
- numéro de téléphone :
- adresse email du correspondant :
- numéro d'identification SIRET :
- numéro d'inscription au RCS (s'il y a lieu) :
- code APE :

agissant pour le compte de la Société d'assurances (identification) :

- numéro d'identification SIREN (ou équivalent) :
- domicilié à :
- nationalité :
- forme juridique :
- autorité de contrôle prudentiel :

**dont j'ai vérifié auprès de son autorité de contrôle prudentiel sa solvabilité et ses agréments nécessaires pour répondre au présent marché d'assurance,**

et intervenant en qualité d'apériteur (**nb**), avec une participation de %, désigné comme mandataire des co-assureurs suivants (identification des co-assureurs et % d'engagement respectif)

***nb cette mention doit obligatoirement être complétée en cas de recours à la co-assurance ; si l'offre n'est pas concernée par cette disposition, porter l'annotation "sans objet" en lieu et place de l'identification des co-assureurs.***

après avoir pris connaissance du règlement de la consultation et des documents qui y sont mentionnés et après avoir produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés dans le règlement de consultation,

m'engage conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à fournir les prestations dans les conditions ci-après définies :

- ☐ **SANS AUCUNE RESERVE SUR LES DISPOSITIONS DEFINIES PAR LE CCP**

☐ **AVEC RESERVES et/ou VARIANTES INDIQUEES DANS LE DOCUMENT ANNEXE COMPORTANT \_\_\_\_\_ PAGES**

***nb rayer la mention inutile et, en cas de proposition avec réserves ou variantes, indiquer le nombre de pages du document en donnant l'énumération exhaustive.***

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

## **Article 2 - conditions financières**

**INDICE RETENU** (s'il y a lieu) : (valeur au : )

**LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE** €  
(en indiquer le montant, s'il y a lieu, sinon indiquer "sans objet") :

**ASSIETTES PROVISIONNELLES RETENUES (nb)**  
nb : indiquer nature et valeur de l'assiette retenue ou s'il s'agit d'un forfait indiquer "forfait"

**ENSEMBLE DES GARANTIES DE BASE**  
**Franchise niveau 1**

TAUX TTC (sur assiette définie ci-dessus) :

**PRIME PROVISIONNELLE TTC** :

**ENSEMBLE DES GARANTIES DE BASE**  
**Franchise niveau 2**

TAUX TTC (sur assiette définie ci-dessus) :

**PRIME PROVISIONNELLE TTC** :

### **Article 3 - paiements**

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit :

- du compte ouvert au nom de :

- sous le numéro :

à :

- code banque :

code guichet :

clé :

***joindre un RIB ou un RIP***

### APPROBATION DU MARCHE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

**NIVEAU DE FRANCHISE RETENU :**

**NIVEAU 1 / NIVEAU 2**

Le représentant légal de la Personne Publique.

Fait à

le

## ANNEXE À L'ACTE D'ENGAGEMENT

(Gestion du marché "dommages aux biens")

*Cette annexe constitue un élément de l'offre permettant d'apprécier les modalités de gestion mises en œuvre par le soumissionnaire – elle devra être remplie et signée. Le candidat peut compléter cette annexe de services / modalités de gestion complémentaires dans son mémoire de gestion.*

Mise à disposition d'un gestionnaire dédié :	OUI	NON
--	-----	-----

Mise à disposition :

- |  |     |     |
|--|-----|-----|
| ○ D'une plateforme de gestion en ligne du contrat ?          | OUI | NON |
| ○ D'une plateforme de gestion en ligne des sinistres ?       | OUI | NON |
| ○ Si OUI, la plateforme de gestion en ligne permet-elle de : |     |     |
| ▪ Saisir les sinistres et d'accéder aux sinistres en cours   | OUI | NON |
| ▪ D'accéder aux statistiques sinistres                       | OUI | NON |

Accusé de réception de la déclaration de sinistre :	OUI	NON
---	-----	-----

Transmission à l'assuré des échanges de courriers avec les tiers :	OUI	NON
--	-----	-----

Montant à partir duquel l'assureur entend recourir à une expertise :	<hr/>	
--	-------	--

Délai pour missionner l'expert, à partir du jour où l'assureur a connaissance du sinistre :	<hr/>	
--	-------	--

Transmission à l'assuré du rapport d'expertise :	OUI	NON
--	-----	-----

Adhésion à la convention CIDRE ? IRSI ? :	OUI	NON
---	-----	-----

Gestion des recours sous franchise :	OUI	NON
--------------------------------------	-----	-----

Transmission d'un bilan de sinistralité annuel	OUI	NON
--	-----	-----